



CONSULTATIONS POLITIQUES

Un ordre du jour chargé

Le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Guy Georges Mbaka, a ouvert hier à Brazzaville la série des échanges avec les acteurs politiques et de la société civile, dans la perspective des préparatifs de la concertation politique prévue du 3 au 6 mars prochain à Owando, chef-lieu du département de la Cuvette. De la mise à jour du fichier électoral au renforcement de l'indépendance de la Commission nationale électorale indépendante, les consultations politiques ont un ordre du jour chargé.

La délégation de l'opposition constitutionnelle, conduite par son chef de file, Pascal Tsaty Mabilia, a été la première à être reçue par le ministre. Ces réceptions vont se poursuivre jusqu'au 9 février. [Page 2](#)



Le ministre Guy Georges Mbaka échangeant avec l'opposition

PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE

Remise en service de la gare à passagers



Une vue de la passerelle réhabilitée

Fermée au public en 2014 à cause de son état de délabrement avancé, la gare à passagers du débarcadère fluvial de la capitale congolaise a été rouverte le 7 février à l'issue des travaux de réhabilitation chiffrés à 151 millions FCFA. « C'était devenu un calvaire pour les usagers de débarquer au port public, fait pour les marchandises conventionnelles. La sécurité et la sûreté des usagers n'étaient plus préservées. On est content lorsqu'on répond à une attente de la population », s'est réjoui le directeur de cabinet du ministre en charge des Transports, Dieudonné Tchikaya. [Page 5](#)

TRANSPORT TERRESTRE

Vers la digitalisation des centres de contrôle technique des automobiles



La visite du plan du data center/DR

Les travaux de construction du centre digital de contrôle technique des automobiles ont été lancés hier à Brazzaville par le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Jean-Marc Thystère Tchicaya. Cette infrastructure devrait

favoriser, entre autres, la modernisation des opérations de vérification technique des automobiles, la maîtrise des statistiques du parc automobile national, ainsi que de celles des véhicules en transit dans le pays. [Page 5](#)

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

Le Sénégal décroche sa première étoile

Vainqueur des Pharaons d'Egypte à l'issue de la séance des tirs au but (4-2), le Sénégal inscrit son nom au palmarès de la compétition pour la première fois. Les Lions de la Téranga ont arraché leur première couronne à Yaoundé, en terre camerounaise. Une conquête qui fut âpre en raison du jeu rude pratiqué par les Pharaons et du scénario de la rencontre disputée devant le président sénégalais, Macky Sall. [Page 15](#)



Les Lions du Sénégal célèbrent ce premier titre tant attendu/AFP

EDITORIAL

Coupe d'Afrique des Nations

ÉDITORIAL

Coupe d'Afrique des nations

Champion d'Afrique pour la première fois de son histoire, le Sénégal tient enfin sa première étoile, décrochée dans le ciel de Yaoundé. Les Lions de la Teranga qui avaient fait la fierté du continent au Mondial de 2002, cette terre grande pourvoyeuse de talents – hier les Bocardé, Diouf, Fadiga, Diop, aujourd'hui les Mendy et Mané – mérite pleinement sa revanche.

Une victoire qui n'est pas sans nous rappeler quelques émotions passées. Le Sénégal a remporté sa première Coupe d'Afrique des nations (CAN) à Yaoundé, comme le Congo l'avait fait en 1972. C'était il y a cinquante ans. Audace, esprit d'équipe, soif de gagner ont fait la différence. Cet état d'esprit qui avait porté nos Diables rouges au plus haut sommet de la compétition.

L'absence du Congo y est d'autant plus frustrante que des nations modestes se sont distinguées lors de cette édition, comme la Guinée équatoriale et la Gambie, quarts de finaliste, ou encore le Malawi et les Comores qui se sont hissés en huitièmes de finale, en s'appuyant sur ces fameuses valeurs collectives et un travail au long cours. Des exemples à suivre pour un football congolais qui a tout pour réussir s'il s'en donne les moyens.

La CAN 2021 endeuillée par le drame d'Olembé ne restera pas dans les esprits comme une grande compétition au niveau technique, avec de grandes équipes parfois décevantes, mais de petites formations y auront confirmé leur progression et le spectacle aura été au rendez-vous. Le grand public a découvert des joueurs enthousiasmants, des stars ont porté leurs équipes jusqu'au bout, des buteurs ont confirmé leur statut de valeur sûre. De toutes ces péripéties, on retiendra cette magie du sport où tout est possible.

Les Dépêches de Brazzaville

CONCERTATION POLITIQUE D'OWANDO

Le gouvernement lance des consultations avec les acteurs

Prélude à la concertation politique prévue du 3 au 6 mars à Owando, dans le département de la Cuvette, le gouvernement, par le biais du ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbaka, a ouvert le 7 février une série de rencontres avec la classe politique et la société civile.



La réunion du gouvernement avec les acteurs politiques/Adiac

Le gouvernement a présenté aux représentants des partis politiques de l'opposition l'ordre du jour de la concertation d'Owando. Il s'agit, entre autres, de la mise à jour du fichier électoral ; de la biométrie ; du découpage administratif et électoral ; du plafonnement du financement des campagnes électorales ; du renforcement de l'indépendance de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI).

Les débats porteront également sur le vote par anticipation des membres de la force publique dans le cadre d'un scrutin à circonscriptions multiples ; la situation du Conseil départemental du Pool où le vote précédent n'avait pas eu lieu dans une partie du département, et où les conseillers élus n'ont jamais pu siéger. A cela s'ajoute le choix des conseillers appelés à siéger dans les conseils départementaux et communaux.

C'est une première, a reconnu le vice-président de l'Alliance, parti politique de Mavoungou Mabio et Godefroy Dibakissa. Selon Pascal Tsaty-Mabiala, chef de file de l'opposition congolaise, il s'agira d'aller voir ensemble ce qui est possible de réajuster et d'être complété. « Le ministre nous a donné l'aperçu de ce que sera cette concertation d'Owando », a-t-il indiqué.

De son côté, la Convention des partis républicains que coordonne Chris Antoine Walembeud s'est félicitée de cette rencontre du fait que le ministre a fait preuve d'une grande écoute. « Nous sortons de là très satisfaits et nous avons fait la critique du système électoral depuis le dialogue de Sibiti », a-t-il déclaré, ajoutant : « Nous avons aussi formulé des propositions et le ministre nous a donné des assurances qu'elles seront prises en compte. L'élection se joue dans le bureau de vote mais

en amont, il y a aussi un certain nombre de questions que nous avons soulignées, en l'occurrence l'autonomie de la CNEI». Pour Joseph Kignoumbi Kia Mboundou de la Chaîne, cette rencontre est une autre manière d'approcher le problème. « Le gouvernement se prépare mieux à aller de l'avant. Il y a, certes, eu des avancées mais pour la classe politique il faut aller plus loin pour améliorer les choses. La concertation a pour but de faire que les points de vue se rapprochent, qu'ils soient convergents et pour qu'on organise les choses sans contestation », a-t-il souligné. Représentant le Congrès africain pour le progrès de Jean Itadi, Antoine Kivandza a insisté sur le recensement général de la population afin de sortir avec la biométrie pour une élection libre et transparente.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Les femmes du PCT appellent au respect de la notion de représentativité

Réunies en session ordinaire du Conseil central de l'Organisation des femmes du Congo (OFC), les participantes ont recommandé, le 5 février à Brazzaville, au secrétariat permanent du bureau politique du Comité central du Parti congolais du travail (PCT) de tenir compte de la représentativité des femmes à raison de 30% au moins pour chaque liste des candidats.

L'OFC a justifié sa recommandation, entre autres, par le fait que les femmes sont sous représentées dans les fonctions électives, politiques et administratives à tous les niveaux. Les femmes du PCT ont aussi recommandé le respect de l'alternance rigoureuse au tiers supérieur aux élections locales, conformément à la loi lors des délibérations du Comité national d'investiture. Le gouvernement, quant à lui, est exhorté à veiller sans faille à l'application des textes y relatifs en vue d'une représentativité significative des femmes au sein des organes de prise de décisions.

« *Soucieuses de l'impérieuse nécessité d'une représentativité équilibrée entre femmes dans la gestion de la cité, en vue d'atteindre les Objectifs du développement durable, entendu que l'OFC doit relayer l'action du parti en milieu féminin ; nous invitons le Comité national d'investiture à se prononcer sur les candidatures féminines en toute objectivité et conformément à la loi électorale* », peut-on résumer la recommandation prise au terme de la deuxième session du Conseil central de l'OFC.

Cette recommandation a été appuyée par la présidente du secrétariat exécutif national de l'OFC,



Pierre Moussa posant avec les membres du secrétariat exécutif de l'OFC/Adiac

Inès Nefer Bertille Ingani, qui a demandé au secrétaire général du PCT d'avoir un regard attentionné sur les dossiers des candidatures des femmes. « *L'OFC compte sur vous pour avoir des places méritées. Les femmes ne veulent plus être seulement un flambeau de mobilisation mais des actrices actives du développement de notre pays. Nous ne souhaitons plus entendre des termes comme où sont les femmes ; elles ne sont pas engagées. Nous sommes une majorité silencieuse. Comptons sur votre leadership pour éradiquer la discrimination vis-à-vis*

des femmes », a-t-elle déclaré.

Le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, a invité l'OFC à se mobiliser en faveur des candidats et candidates du parti lors des prochaines élections. Il a, par ailleurs, réitéré la volonté de la direction politique nationale de mettre à condition au maximum le leadership politique féminin.

Législatives et locales de 2022, un défi majeur pour le PCT

Clôturent les travaux, la secrétaire permanente chargée de la condition féminine, de l'enfance et de

la famille du PCT, Esther Ahissou Gayama, a rappelé que les élections législatives et locales de 2022 sont un défi majeur pour le parti, socle de la majorité présidentielle qui ambitionne de remporter le maximum de sièges. « *Dans notre pays, en dépit des efforts consentis..., la représentativité féminine n'a pas connu d'évolution significative, malgré la volonté politique pourtant clairement affichée... Les prochaines échéances électorales sont une occasion pour constituer une base importante pour la démocratie parlementaire et locale.*

C'est dans ces assemblées que l'avenir du peuple se décidera pour les cinq prochaines années. Dans l'actuelle assemblée, les femmes ne représentent que 11, 25% », a-t-elle rappelé.

Assurant que le secrétariat permanent et son secrétaire général veilleront à la meilleure application des textes en matière de validation des candidatures féminines, elle a encouragé toutes les femmes ayant fait acte de candidature à rester vigilantes et mobilisées jusqu'au verdict du Comité d'investiture. Ceci en respectant les résultats des délibérations.

Notons que cette session a été placée sur le thème « Femmes du PCT-OFC, comme en 2021, mobilisons-nous massivement au sein de notre union catégorielle dans l'unité, la discipline et la cohésion pour assurer à notre parti une victoire éclatante aux élections législatives et locales de 2022 ». Une occasion pour les participantes d'évaluer l'action de l'OFC pour l'année 2021 ; adopter le rapport d'activités du secrétariat exécutif national de l'OFC ainsi que le rapport moral de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation. A cela, s'ajoute la typologie des actions prioritaires 2022.

Parfait Wilfried Douniama

LIKOUALA

Un SOS pour le désenclavement du département

L'association « Nouvelle Likouala émergente » a lancé, le 5 février à Brazzaville, une opération de collecte de fonds pour la construction des ponts à Sambala et Bissambi, devenus actuellement inaccessibles par véhicule.

Entrepris le 6 juin 2020 par le gouvernement dans le cadre d'un programme pluriannuel sur l'ensemble du territoire national, les travaux de construction des ponts sur la Motaba à Sambala,

et Ibenga à Bissambi, sur l'axe Dongou, Boyelé-Enyellé, dans le département de la Likouala, sont arrêtés. Ce qui rend inaccessible la traversée sur ces deux rivières, d'autant plus que

les bacs qui y assuraient le trafic sont sortis de l'eau. D'où le cri de cœur des ressortissants de ce département à Brazzaville.

« *La Likouala est actuellement coupée d'autres départe-*

ments du pays, y compris Brazzaville. C'est pourquoi nous avons lancé cette quête pour faire en sorte que la population de la Likouala puisse avoir sa liberté de circulation dans les jours à venir », a justifié Eddie Sergio Malanda, président de la Nouvelle Likouala émergente.

Placée sur le thème « Ensemble, collectons les fonds pour booster et motiver le gouvernement de nous construire les ponts de Sambala et Bissambi pour faciliter la libre circulation de la population de la Likouala », la cérémonie a rassemblé de nombreux ressortissants de ce département à la commune de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville. Selon les initiateurs, après Brazzaville, cette opération s'étendra dans les autres départements du pays. La durée étant de deux mois au regard de l'urgence.

Jadis accessible par avion, véhicule et bateau, aller à Impfondo est devenu un véritable casse-tête pour les usagers. « *La population pleure, nous essayons de mobiliser le maximum de ce que nous pourrions pour inciter le gouvernement à faire quelque chose d'au-*

tant plus que c'est à lui de construire des gros ouvrages. Nous ne pouvons pas parler d'émergence sans les routes, c'est un bon moyen de communication. Avec les routes, on peut tout faire, donc nous nous sommes dit que la voie routière est très importante dans la Likouala, parce qu'elle facilite le transit de beaucoup de choses », a conclu Eddie Sergio Malanda.

D'après témoignages, les prix des produits de première nécessité ont galopé. De même, les produits pharmaceutiques ne font pas exception. « *Au moment où nous parlons, nous avons un problème de malades, nous ne pouvons pas les évacuer à Brazzaville, des gens meurent par manque de produits. La seule compagnie aérienne qui desservait la Likouala était TAC, aujourd'hui nous avons appris qu'il y a eu un vol après deux mois, mais le billet est vendu à 75 000 FCFA. C'est trop cher pour un paysan qui a déjà du mal à s'acheter du produit* », a témoigné Davy Martial, originaire de la Likouala.

P.W.D.



Eddie Sergio Malanda lors de la quête/Adiac


AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET N° 0112022 /METP/PDCE-UGP
LA BANQUE MONDIALE
RECRUTEMENT DE L'ASSISTANT SUIVI-EVALUATION DU PDCE

1 - Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo, met en œuvre depuis 2014, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale un Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE), afin de faciliter l'emploi de 6 500 jeunes vulnérables dans les zones urbaines et périurbaines de Brazzaville et de Pointe-Noire, avec une répartition égale des bénéficiaires entre les hommes et les femmes.

Le projet dans sa phase initiale devrait bénéficier directement à 15.000 jeunes avec la prise en compte du genre. Cependant, la cible du projet restructuré dans le cadre du financement additionnel est de 10 000 jeunes avec une répartition égale entre les hommes et les femmes.

Tenant compte de l'expérience acquise lors de la cohorte 2, et afin de renforcer le suivi - évaluation des activités du financement additionnel dont celles relatives au fonds compétitif, il est prévu, le recrutement d'un assistant en suivi-évaluation au sein de l'Unité de gestion du Projet afin d'appuyer l'équipe entre autres dans la collecte et gestion de données à l'aide d'outils numériques, la collecte des données qui nécessaires à l'évaluation de l'impact, la production des rapports mensuels et la production chaque semaine des rapports de suivi sur l'assiduité des jeunes durant les formations

2- Missions du Consultant

L'assistant suivi-évaluation est placé sous la coordination du Coordonnateur du projet et sous la supervision du spécialiste en suivi évaluation du PDCE.

L'assistant en suivi-évaluation est chargé d'appuyer l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet dans le cadre des activités de suivi et d'évaluation du Projet.

Plus précisément, et sans que ceci soit limitatif, il assistera le Spécialiste en Suivi

& Evaluation (S-S&E) en vue d'exécuter les tâches suivantes:

Les différentes tâches s'articulent notamment autour des éléments suivants: Opérationnaliser et optimiser avec le S-S&E le système de suivi-évaluation du PDCE;

1 Données de la restructuration du projet d'août 2018.

Appuyer le S-S&E dans la collecte et traitement des données nécessaires pour renseigner les indicateurs de développement et intermédiaires du projet;

Assister le S-S&E à mettre à jour périodiquement (mensuellement/trimestriellement) le cadre de résultat du projet;

Appuyer le S-S&E dans la cartographie des centres de formation et ateliers sur Kobotoolbox;

Appuyer le S-S&E dans le contrôle qualité de toutes les données collectées par les parties prenantes du projet;

Coordonner avec l'appui du S-S&E la collecte des données de suivi technico-pédagogiques par le Personnel de Suivi Technico-Pédagogiques (PSTP) ;

Assister le S-S&E à collecter les données relatives à la sous-composante relative au Fonds Compétitif;

Mettre à jour périodiquement la base de contacts téléphoniques des bénéficiaires du projet;

Assister le S-S&E dans l'élaboration, la compilation et la finalisation du PTBA du projet; Renforcer continuellement les capacités des points focaux de S&E des centres de formation; Mettre à jour périodiquement les tablettes et ordinateurs affectés aux PSTPs et centres de formations;

Faire le suivi de l'effectivité de la connexion internet sur les tablettes et ordinateurs affectés aux

PSTPs et centres de formations;

Assister le S-S&E à la sauvegarde digitale systématique de toutes les données du projet; Assister le S-S&E dans l'élaboration des outils spécifiques de planification et de collecte des données; confection de bases de données; informatisation des outils de suivi et d'évaluation des impacts;

Assister le S-S&E dans l'appui aux différents services pour le respect des calendriers de travail; Assister le S-S&E dans la définition des modalités d'appréciation de la performance globale du projet;

Assister le S-S&E dans l'interprétation socio-économique des indicateurs de suivi par rapport

aux objectifs du projet et évaluation de l'impact du projet; formulation et conduite d'enquêtes spécifiques relatives aux impacts du projet;

Assister le S-S&E dans le cadre de l'organisation et de la coordination des missions de suivi

évaluation externe, d'audit, de supervision, de revue à mi-parcours et d'achèvement; organisation

des missions de supervision de la Banque mondiale;

Assister le S-S&E dans la rédaction des rapports trimestriels, semestriels et annuels des activités

du projet;

Assister le Spécialiste dans la mise en cohérence de la programmation avec le plan

de passation des marchés, en liaison avec le Spécialiste en passation des marchés du projet;

Assister le Spécialiste dans la coordination du suivi avec les partenaires impliqués dans la formation des jeunes (centre de formation et les ateliers);

Assister le S-S&E dans la fourniture d'informations précises sur le niveau d'exécution du projet, aux membres de la cellule du projet, aux structures impliquées et aux bailleurs de fonds; Assister le S-S&E dans la préparation des situations et bilans d'exécution nécessaires à l'établissement des missions de supervision et à la participation aux différentes réunions des comités de suivi et de pilotage;

Contribuer à la promotion de la communication autour des résultats et impacts du projet;

Réaliser toutes autres tâches relatives au suivi évaluation du Projet que le S-S&E pourrait lui confier

L'assistant en Suivi-Evaluation assume par ailleurs d'autres tâches (cf. les TDR)

3- Qualifications et profil requis

Le profil du candidat devra remplir les critères ci-après

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+3) en statistiques, Sciences économiques, Sociologie, Démographie, Planification ou domaine équivalent);

- Avoir une expérience professionnelle pertinente d'au moins 3 ans (03) ans dont deux (02) ans sur des missions similaires dans des projets de développement financés par la Banque mondiale ou autres bailleurs de fonds;

- Avoir une expérience dans la conception, l'exécution, l'analyse, la gestion et la dissémination pratique des systèmes de suivi-évaluation;

- Avoir une expérience dans l'utilisation des méthodes rapides et participatives, de l'appréciation des études quantitatives, de l'échantillonnage et de l'analyse des données;

- Avoir une connaissance de Stata et de KoboToolbox et des Clouds;

- Avoir une la connaissance des logiciels informatiques standards (Word, Excel, Power Point, internet) et du système de suivi-évaluation;

- Avoir des compétences du système de suivi-évaluation des projets financés par la Banque mondiale serait un atout

- Avoir une capacité de travailler sous pression, en équipe et dans un environnement multiculturel;

- Avoir une maîtrise parfaite de la langue française et excellente capacité rédactionnelle.

4- Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- une lettre de motivation;
- un curriculum vitae détaillé;

- des copies des diplômes ou tout autre document justifiant la formation (les originaux seront demandés à la phase d'entretien pour les candidats inscrits sur la liste restreinte);

- des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience dans le domaine du suivi-évaluation..

5- Processus de recrutement

Le processus comprendra :

- ./ Une analyse des dossiers;

- ./ Un test écrit;

- ./ Un entretien devant un panel.

6- Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des termes de référence au Bureau de la passation des Marchés, à l'adresse ci-dessous, et aux heures suivantes : de 8 h à 16 h 00 (du lundi au vendredi).

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés en version physique, à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le 25 février 2022 à 14 heures, heure locale, avec la mention « AMI n°1, pour le recrutement d'un Assistant en Suivi-Evaluation du PDCE ».

L'adresse à laquelle, il est fait référence est :

UNITE DE COORDINATION DU PDCE

sis Rue voula au numéro 298 - quartier plateau des 15ans-

-Email: contact@pdce-congo.com - Tél: 06 534 89 39-

Site web: www.pdce-congo.com

Brazzaville-République du Congo.



Brazzaville, le 05 février 2022

Coordonnateur du PDCE

Signature Léonard OKOMBI

PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE

La gare à passagers à nouveau opérationnelle

Le ministre des Transports, Jean-Marc Thystère Tchicaya, a coupé le 7 février à Brazzaville le ruban symbolique marquant la relance des activités de la gare à passagers, au Port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABPS).

Arrêtées depuis 2014 à cause de la vétusté des infrastructures et équipements, les activités de la gare à passagers étaient transférées au port public dédié au trafic des marchandises.

Suite à la réhabilitation du débarcadère sur fonds propres du PABPS à hauteur de 151 millions FCFA, les passagers en provenance de la partie septentrionale du Congo, de la République centrafricaine, du nord de la République démocratique du Congo et du Cameroun peuvent à nouveau utiliser cette passerelle en toute sécurité.

« C'était devenu un calvaire pour les usagers de débarquer au port public, fait pour les marchandises conventionnelles, à savoir les grumes, les conteneurs, etc. La sécuri-



Une vue de la passerelle réhabilitée DR

té et la sûreté des usagers n'étaient plus préservées. Lorsqu'on répond à une attente de la population, on est content », a indiqué le directeur de cabinet du ministre des Transports, Dieudonné Tchikaya, relevant que toutes les dis-

positions sont prises pour éviter la propagation de la covid-19.

Interrogé sur la rentabilité de ce port à passagers réhabilité au moment où la flotte navale nationale est en arrêt, le directeur de cabinet a dit compter sur les bateaux

des privés et ceux de la République centrafricaine.

Concernant les activités de la Société congolaise de transport fluvial, Dieudonné Tchikaya a rassuré que le gouvernement était en train de tout mettre en œuvre pour les relancer.

Outre la gare à passagers, le PABPS entend poursuivre cette année avec les travaux relatifs à la réhabilitation et le bétonnage du DUC Bables, la réfection totale de la toiture du bâtiment principal de la gare à passagers, la construction des rambardes, le dragage des pieds de quai du beach, du port public et du port d'Impfondo, etc. « Avec cette perspective heureuse de réhabilitation et de développement de notre outil de travail, couplée au projet de sécurisation des recettes via, entre autres, le contrôle d'accès dans les plateformes portuaires, nous espérons améliorer les conditions d'accueil des passagers », a laissé entendre le directeur général du PABPS, Daniel Molongadzeyi.

Lopelle Mboussa Gassia

TRANSPORTS

Lancement des travaux du Centre digital de contrôle technique des véhicules

La première pierre du futur siège des contrôles techniques des véhicules automobiles a été posée, le 7 février à Brazzaville, par le ministre des Transports, Jean Marc Thystere Tchicaya. Le nouveau dispositif informatisé contribuera à renforcer la sécurité routière dans le pays.

Le projet de la digitalisation des centres de contrôle technique permettra de moderniser toutes les opérations inhérentes aux contrôles techniques des véhicules. Il est censé favoriser la maîtrise « exacte » des statistiques du parc automobile sur toute l'étendue du territoire national et du transit, ainsi que celle de l'impact du secteur de transport routier sur l'économie.

En installant ce data center des véhicules, les autorités congolaises entendent ainsi transformer le secteur d'activités connexes au transport automobile pour qu'il participe à la croissance des recettes publiques, y compris à la création d'emplois. À en croire le directeur général des Transports terrestres, Sadate Girest Bokenga Manzekele, le dispositif aidera à court terme à améliorer le procédé de délivrance des certificats de visites techniques et les plateaux techniques non appropriés ainsi que la concurrence déloyale.

« La modernisation de notre administration, par la numérisation du système de gestion, s'appuie sur l'expertise de la société Siga-BC (Système in-



La visite du plan du data center DR

formatique et gestion automatisée, Bassin du Congo). Les résultats escomptés sont, bien entendu, le renforcement de la sécurité routière, la maîtrise du parc automobile national, la sécurisation des recettes de l'Etat, la maîtrise des véhicules respectant la périodicité ré-

glementaire du contrôle technique », a indiqué Sadate Girest Bokenga Manzekele.

Les chiffres sur les accidents de la circulation en République du Congo demeurent inquiétants, soit 3 549 accidents enregistrés en 2019, 2468 en 2020 et 2 218 en 2021, principalement dans les

départements de Pointe-Noire, de Brazzaville et du Niari. Plus de 30 782 accidents corporels ont été enregistrés entre 2014 et 2019. Les enquêtes officielles pointent du doigt de nombreuses défaillances dans les contrôles techniques des véhicules automobiles.

Le contrôle technique des véhicules au moyen du numérique consiste à vérifier sans aucun démontage les pièces automobiles, à savoir le freinage ; la direction ; la visibilité ; l'éclairage ; la signalisation ; les organes mécaniques ; la pollution et le niveau sonore ; la liaison au sol... L'État mise sur l'expertise de la société co-contractante Siga-BC, un groupe spécialisé dans le domaine informatique et la transformation digitale basé en Tunisie, en France et à Dubai.

« Nous avons initié ce projet avec la Direction générale des transports terrestres (DGTT) dans l'optique de moderniser les services de visites techniques à travers la mise en place d'une plateforme de services en ligne où toutes les parties prenantes vont bénéficier, essentiellement les propriétaires des véhicules, les centres de visites techniques, la DGTT, le ministère de Transports et tous les intervenants dans le domaine de transport terrestre », a assuré Ben Ali Zouhaier, le président directeur général du groupe Siga.

Fiacre Kombo

ACADÉMIE MILITAIRE MARIEN-NGOUABI

Les stagiaires de la 27^e promotion passent sous le drapeau

La première phase de formation des élèves officiers d'active de la 27^e promotion de l'Académie militaire Marien-Ngouabi s'est achevée le 5 février, à Brazzaville. 12,79%/20 est la moyenne générale de cette promotion, soit un taux de réussite de 86%.



Des stagiaires lors de la cérémonie de fin de formation

Dans son allocution à l'occasion de la cérémonie de fin de formation, le commandant de l'Académie militaire Marien-Ngouabi, le colonel Cyr Liyé Loguanguy, a déclaré : « 88 stagiaires, hommes et femmes, certains sous-officiers et civils en provenance de la République du Congo et certains des pays amis et frères, notamment la République du Togo, du Cameroun et la Côte d'Ivoire, ont suivi une formation de chef de section ».

Appelée communément formation élémentaire toute arme, cette phase constitue le piédestal sur lequel s'appuie toute la formation initiale et, par extension, toute la carrière militaire. Elle a pour objectifs de préparer à l'exercice de l'autorité et de donner aux apprenants des connaissances techniques et tactiques de base ; de préparer leur moral aux rudes conditions de champ de bataille et aux servitudes diverses de la vie du soldat.

Plusieurs autorités civiles et militaires étaient présentes à cette occasion, parmi lesquelles le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo ; le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoi ainsi que les membres du haut commandement militaire.

Guillaume Ondze

SÉCURITÉ PRÉSIDENTIELLE

Les nouveaux gradés invités à maintenir l'ordre

Le conseiller spécial du chef de l'État, directeur général de la sécurité présidentielle, le général Serges Oboa, a rappelé aux troupes, le 5 février à Brazzaville, le rôle des forces de sécurité dans le processus électoral et le maintien de l'ordre.



Une vue partielle des nouveaux promus à la sécurité présidentielle/Adiac

L'invite du conseiller spécial du chef de l'État a été lancée à l'occasion de la cérémonie de port d'insignes de grade des nouveaux promus de la sécurité présidentielle, au titre du premier trimestre 2022, qui a été rehaussée par la présence de quatre généraux des Forces armées congolaises (FAC).

« Je félicite et encourage les nouveaux promus au premier trimestre 2022. Je les exhorte à plus d'effort, de discipline, de disponibilité, de loyauté

et de fidélité aux institutions constitutionnelles; à toujours redoubler d'ardeur au service, à répondre avec empressement aux appels du commandement... Je rappelle que cette année est celle des échéances électorales, nous réitérons aux frères d'armes de sécuriser les élections législatives et locales. Pour cela, notre mobilité est exigée », a indiqué le général Serges Oboa.

Les quatre généraux des FAC présents ont fait por-

ter les insignes de grade à trois colonels, neuf lieutenants, dix commandants, huit capitaines, seize lieutenants, sept adjudants-majors, trente-cinq adjudants-chefs et quatre-vingt-neuf adjudants.

« Je suis hissée au grade de colonel et suis comblée de joie pour avoir bénéficié de la confiance du commandement. Ce n'est pas du tout une faveur, mais plutôt un mérite... », a indiqué le colonel Béatrice Lékaka, une promue.

Fortuné Ibara

ARMÉE DE L'AIR

Jean-Claude Piemo Dombo nommé patron de la base aérienne de Pointe-Noire

Le lieutenant-colonel Jean-Claude Piemo Dombo a été nommé commandant de la base aérienne 02/20 et a pris ses fonctions le week-end dernier, sous la direction du général de brigade, chef d'état-major de l'armée de l'air, Jean Baptiste Philippe Tchicaya, en présence de nombreuses autorités civiles et militaires.

Sur le tarmac de la base aérienne 02/20, surchauffé par un soleil de février bien présent, les troupes se positionnent aux pas cadencés dans une dynamique millimétrée. Après les honneurs au drapeau, la revue des troupes et la lecture du décret portant nomination du nouveau commandant, le général de brigade, chef d'état-major de l'armée de l'air, Jean Baptiste Philippe Tchicaya, s'adresse aux troupes en ces termes. « À compter de ce jour, vous reconnaîtrez désormais comme chef et commandant de la base aérienne le lieutenant-colonel Jean-Claude Piemo Dombo ici présent, vous lui obéirez en tout ce qu'il vous commandera pour l'intérêt du service », a-t-il dit.

Pour le nouveau promu, cette distinction représente le fruit de plusieurs années de dur labeur. Nanti d'une longue expérience au métier d'armes, il a remercié



Le lieutenant-colonel Jean-Claude Piemo Dombo recevant le drapeau de commandement/DR

sa hiérarchie pour l'avoir choisi à ce poste et promis de faire de son mieux pour accomplir la mission qui lui a été assignée.

Ne devient pas commandant d'une base aérienne qui le veut. Selon les témoignages reçus sur place, le lieutenant-colonel Jean-Claude Piemo Dombo est un militaire expérimenté et digne de confiance qui possède le leadership nécessaire pour diriger la base aérienne de Pointe-Noire, temple des forces aériennes pour la surveillance maritime. Reconnu pour son écoute et son sens de l'organisation, il aura notamment la charge de faire de la base aérienne 02/20, le pôle d'excellence des ressources humaines. Notons que c'est une nouvelle page qui s'ouvre pour la base aérienne de Pointe-Noire et son nouveau commandant doit s'atteler à tout mettre en œuvre pour son bon fonctionnement.

Hugues Prosper Mabonzo

ACTION HUMANITAIRE

Vers une stratégie de protection sociale non contributive

L'atelier de mise en place de la stratégie nationale de protection sociale non contributive, un mécanisme permettant à la population vulnérable de bénéficier d'un paquet de services sociaux sans verser de l'argent en contrepartie, vient de se tenir à Brazzaville.

La volonté des pouvoirs publics de bâtir un système de protection sociale plus résilient obéit à la nécessité de permettre à la population victime des sinistres de mieux se mettre à l'abri. D'où l'organisation de l'atelier ayant regroupé les participants venus de vingt-deux ministères, des organisations de la société civile et bien d'institutions de la République du 1er au 3 février, à Brazzaville.

Bien que le gouvernement réalise déjà des projets de protection sociale, il reste encore beaucoup à faire. Les consultants qui travaillent là-dessus font état des problèmes d'inclusivité, de l'insuffisance de la mise en œuvre de la couverture des risques sociaux et le bas niveau d'interconnexion et d'intersectorialité. « Ces deux derniers éléments sont déterminants pour une intervention efficace sur les problématiques de lutte contre l'exclusion sociale et pour la définition d'un socle de protection sociale capable de promouvoir un ensemble de droits sociaux, d'infrastructures et de services essentiels auxquels tous les citoyens devraient avoir accès », a souligné William Cerritelli, un



Les participants à l'atelier de mise en place de la stratégie nationale de protection sociale non contributive./DR

des consultants.

Le paquet de services à proposer, dans le cadre de la stratégie nationale de protection sociale non contributive, va élargir l'accès aux services publics et accroître l'investissement dans le capital humain, en particulier dans la santé

et l'éducation. L'objectif étant d'augmenter la productivité et permettre à la population vulnérable et pauvre d'exercer une activité rémunérée.

Un investissement gagnant-gagnant

A propos de l'expérience congolaise en matière de protection sociale non contributive et des transferts sociaux, les participants ont suivi deux présentations. La première a porté sur l'expérience du projet Lisungi en exécution depuis 2014 et la seconde

sur le projet d'inclusion productive dénommé Telema. Deux projets mis en œuvre par le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire. Les consultants ont souligné que les transferts sociaux permettent à la population de faire face aux risques socioéconomiques, d'améliorer la résilience et de réduire les inégalités. Seulement, ils ne constituent pas un remède à tous les maux. Il faut les combiner avec d'autres stratégies de développement pour améliorer l'impact et la durabilité.

La protection sociale est un investissement gagnant-gagnant, qui paie à la fois à court terme à travers ses effets en tant que stabilisateur automatique, et à long terme, grâce à son impact sur la productivité et le développement humain. « Le Congo doit avoir un engagement ferme dans la protection sociale, à l'effet de contribuer à l'atteinte des sept objectifs du développement durable à l'horizon 2030 », a déclaré le consultant Amadou Koita qui a, par ailleurs, indiqué que cette stratégie permettra au Congo d'aller vers un développement inclusif.

Rominique Makaya

UNIVERSITÉ DENIS-SASSOU-N'GUESSO

Le plan stratégique 2022-2026 dévoilé

Le président de l'Université Denis-Sassou-N'Gusso (UDSN) de Kintélé, le Pr Ange Antoine Abena, a décliné le plan stratégique quinquennal de cette alma mater, le 5 février dernier, lors de la célébration de son premier anniversaire. Il porte sur six axes prioritaires.

L'UDSN, mise en service le 5 février 2021 par le chef de l'Etat, a célébré samedi dernier son premier anniversaire sur le thème « Des villes durables : enjeux majeurs de développement au Congo ». En un an, l'essentiel a été fait, selon Ange Antoine Abena, qui mesure tout de même le poids des défis à relever.

Le plan stratégique quinquennal 2022-2026 de l'UDSN est une feuille de route comportant six axes prioritaires, qui lui permettra de matérialiser, sur la fourchette de cinq ans, le plan général de l'établissement, tel que conçu par les experts.

Le premier axe porte sur la formation de l'homme, notamment sur l'éthique. L'objectif est de former des jeunes congolais compétents, des têtes bien faites, capables de contribuer au développement du pays.

Le second axe stratégique concerne l'assurance qualité. Ici, le défi à relever consiste à faire de l'UDSN une université de renom et crédible aux standards internationaux, à travers des formations et enseignements de qualité.

« L'Université congolaise a été souvenant taxée de ne pas être classée parmi les meilleures, mais ce ne sont pas des compétences qui manquent. C'est parce que nous ne travaillons pas dans les standards. Ici, nous travaillerons sur l'assurance qualité », a précisé Ange Antoine Abena.

L'une des priorités de ce plan stratégique est orientée sur la formation des étudiants, en matière de l'employabilité et de l'insertion professionnelle. En le faisant, la vision de l'UDSN est de montrer à ces jeunes qu'ils peuvent s'auto-employer, que d'attendre toujours d'être recrutés à la fonction publique.

La présidence de l'établissement mise aussi sur le numérique; un outil devenu incontournable pour se faire un nom et/ou relever les défis dans un monde moderne globalisé.

L'UDSN compte également sur le partenariat avec les universités étrangères, en vue d'adapter les formations aux standards internationaux. Il faut aussi ajouter à cela la diversification des sources de financement pour donner à l'université de Kintélé des moyens financiers conséquents, à la hauteur de ses missions.

Huit défis à relever à court et moyen termes

Pour atteindre les objectifs fixés, l'UDSN doit rendre opérationnel un certain nombre d'infrastructures prévues par les concepteurs du projet. Il s'agira, entre autres, de la finalisation des résidences universitaires; des restaurants; de la bibliothèque ainsi que des laboratoires pédagogiques et de recherche.

L'établissement devra aussi diligenter le processus de recrutement des enseignants permanents et étudiants locaux ainsi

que ceux de l'étranger, en vue de répondre à sa vocation panafricaine.

Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, l'UDSN est un motif de satisfaction pour le Congo et l'Afrique. Elle a annoncé qu'au titre de cette année académique, le gouvernement a augmenté son budget de fonctionnement, avec lequel elle tient à réaliser quelques projets contribuant à l'épanouissement de l'enseignement supérieur congolais.

Pour sa part, le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, représentant le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, s'est lui aussi réjoui des prestations de l'UDSN et promis d'en faire état à sa hiérarchie.

Ouverte l'année dernière, l'UDSN compte pour l'heure 947 étudiants, dont 487 en première année de licence et 736 en deuxième année, répartis entre trois instituts. Il s'agit de l'Institut supérieur d'architecture, urbanisme, bâtiment et travaux publics; l'Institut des sciences géographiques, environnementales et aménagement du territoire ainsi que la Faculté des sciences appliquées qui forme en physique, chimie, mathématiques, biologie et informatique.

Firmin Oyé

RÉSEAU DES ÉCOLES ASSOCIÉES

Les membres souhaitent la disponibilité des fonds documentaires

Les membres des écoles associées de l'Unesco ont demandé à cette institution, le 5 février, de mettre à leur disposition des fonds documentaires accessibles aux élèves et aux enseignants.

La doléance a été formulée dans le communiqué final sanctionnant les travaux des Journées de redynamisation du réseau des écoles associées, lu par le rapporteur, Georges Ngambou. Les membres du réseau ont, à cette occasion, souhaité leur visibilité à travers l'organisation des journées du réseau.

Ils ont également demandé de renforcer les relations entre les écoles associées et les clubs Unesco, ainsi que la dotation du bureau en ressources multiformes pour la réalisation des projets retenus dans le programme d'activités annuel. L'objectif du Réseau des écoles associées de l'Unesco est de construire les défenses de la paix dans l'esprit des enfants et des jeunes. Il vise aussi à informer les responsables d'établissements et enseignants, en leur donnant les outils nécessaires pour asseoir le réseau au sein de leur établissement et de sensibiliser les écoles non associées à y adhérer.

Le coordonnateur national du réseau, Gervais Marcelin Ndokeka, pour sa part, a expliqué que le réseau regroupe des écoles du préscolaire au lycée public et privé ainsi que des écoles professionnelles. Il compte plus de 11 000 établissements répartis dans 182 pays à travers le monde. Au Congo, le réseau compte près d'une trentaine d'écoles associées après son adhésion en 1996, qui a été lancée officiellement en mars 1997.

Le programme et les activités du réseau sont axés sur des thèmes d'études: les problèmes mondiaux et le système des Nations unies, les droits de l'homme et la démocratie, l'éducation interculturelle ainsi que la problématique de l'environnement.

Le secrétaire général de la Commission nationale congolaise pour l'Unesco, Gabriel Boukoumaka, de son côté, a précisé que les Journées de redynamisation du réseau des écoles associées ont permis aux responsables de ces écoles de faire le point de la vie du réseau.

Selon lui, le réseau rassemble des institutions éducatives partout dans le monde autour d'un objectif commun : construire les défenses de la paix dans l'esprit des enfants et des jeunes.

« Le réseau développe, teste et diffuse des matériels éducatifs innovants qui favorisent l'adoption de nouvelles approches d'enseignement et d'apprentissage basés sur les valeurs et les priorités centrales de l'Unesco », a-t-il indiqué, ajoutant que « le réseau offre aux membres la possibilité d'accéder à la plateforme d'échange de leurs expériences, de connaissances et de bonnes pratiques avec les écoles, individus, communautés, décideurs politiques et bien d'autres ».

Notons qu'à l'issue des travaux des Journées de redynamisation du réseau des écoles associées, un bureau de quatre membres a été mis en place. La présidence est assurée par Louis Sylvain Moloumba et la vice-présidence par Emilienne Issaka Marohao.

Lydie Gisèle Oko

EXPO UNIVERSELLE DUBAÏ 2020

Le Congo présente ses potentialités

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présidé le 4 février à Dubaï un forum économique sur le thème «Congo terre d'opportunités». Une rencontre s'inscrivant dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la République du Congo à l'expo Dubaï 2020.

La National Day est un jour choisi par le comité d'organisation pour mettre sur orbite un pays présent à l'Expo universelle. La rencontre a regroupé plusieurs chefs et représentants d'entreprises Emiratis et a permis de vendre la destination Congo. Les potentialités ont été décortiquées par les ministres en charge de l'Economie et du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas; des Finances et du Budget, Rigobert Roger Andely; et de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso. En effet, les trois ministres ont, pendant une heure, présenté au public composé d'hommes d'affaires la fiche économique du pays ainsi que les opportunités d'y investir.

S'agissant de la célébration de la Journée nationale de la République du Congo à l'expo Dubaï 2020, la cérémonie qui s'est déroulée en présence du ministre de la Tolérance du pays hôte a été marquée par la levée des couleurs et les hymnes nationaux. Dans son allocution, le représentant des Émirats arabes unis a remercié le Congo d'avoir accepté de prendre part à ce rendez-vous planétaire. Le chef du gouvernement congolais, Anatole Collinet Makosso, à son tour, a présenté son pays et toutes ses potentialités qui pourraient permettre aux investisseurs de venir sur place et contribuer à la création de richesse. Il a, par ailleurs, loué les bonnes relations d'amitié et de coopération qui existent entre les deux États, avant de souligner que le climat

de paix et de sécurité qui règne au Congo est propice aux affaires. Après la prestation scénique du groupe Bana Moye, toutes les délégations ont visité le pavillon Congo qui a mis un accent particulier sur la nature et la biodiversité.

Des entretiens avec des personnalités émirats

Anatole Collinet Makosso, en marge de cet événement, a échangé le 3 février avec le président du groupe Amea Power, Mohamed Al Nowais. La République du Congo a placé les questions d'énergie au cœur de la politique gouvernementale en matière de développement. Au cours de cet entretien, le Premier ministre a évoqué la possibilité d'un partenariat avec le groupe Amea Power pour un partage d'expériences

dans le domaine des énergies renouvelables pour booster l'offre et l'amélioration de la qualité du service.

Basée à Dubaï, Amea Power est une entreprise qui développe, possède et exploite des actifs de production d'énergie propre en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Elle dispose des projets d'énergies renouvelables de près de 2 000 MW en exploitation et des développements en phase avancée dans plus de quinze pays, dont la Jordanie, le Togo, le Maroc, la Tunisie, le Tchad, le Mali, le Kenya, l'Ouganda et l'Éthiopie. La société a mis en service cette année une centrale solaire de 50 MW au Togo, un projet éolien de 50 MW et une centrale solaire de 50 MW en Jordanie.

Le chef du gouvernement s'est, par ailleurs, entretenu avec le

ministre du Commerce international des Émirats arabes unis, Tani Al Zioudi. Les deux personnalités ont fait un tour d'horizon des relations entre le Congo et les Émirats arabes unis ainsi que des opportunités qui s'offrent aux investisseurs. Présentant les potentialités de développement du Congo, Anatole Collinet Makosso a rappelé que plusieurs secteurs porteurs tels que le tourisme sont mis en pôle position pour la création de la richesse. Selon lui, la vision du Congo est formalisée dans le Plan national de développement 2022-2026 et le marché congolais sera plus grand avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. A cela, s'ajoute l'élan de réformes en cours qui offre une sécurité aux investisseurs.

Parfait Wilfried Douniama

MALI

Hervé Morin veut le retrait de la France «sans accord politique»

L'ancien ministre français de la Défense estime que le schéma actuel au Mali se rapproche de ce que la France a connu en Afghanistan. L'Union européenne (UE), de son côté, invite les autorités maliennes à la désescalade.

Hervé Morin a comparé la situation au Mali à celle de l'Afghanistan. « On a un schéma qui s'approche chaque jour de plus en plus de ce que l'on a connu en Afghanistan », a indiqué l'ancien ministre de la Défense. « On est arrivé pour combattre le terrorisme et reconstruire un Etat sur un accord politique et on apparaît de plus en plus comme une force d'occupation », a-t-il déploré.

Pour lui, « continuer à déployer des forces importantes, sans accord politique, quels que soient les moyens déployés, l'équation est impossible. Il y a un moment il faut en tirer les conclusions ». Hervé Morin estime que la situation politique interne au Mali oblige à mettre fin à l'opération Barkhane. Il évoque « un espace gigantesque et un accroissement des forces terroristes ». En cela, « On ne peut pas installer quelque chose de durable et de stable si les conditions ne sont pas réunies dans le pays », explique-t-il. La France n'a pas « réussi son but de guerre et de ce fait ne peut rester présente au Mali contre l'avis des autorités locales », souligne l'ancien ministre. « Le renvoi de l'ambassadeur de France est une rupture. Quelle autre solution avons-nous que de nous retirer? Barkhane doit

être revue de fond en comble, il nous faut nous replier sur le Niger pour pouvoir intervenir en cas d'urgence », propose-t-il. Pourtant, « on ne retire pas 5000 hommes du jour au lendemain, il faut faire ça dignement et proprement, pour arriver à rapatrier nos moyens. Ce sont des opérations très lourdes », conclut Hervé Morin.

Débattre de la question au Parlement français

Un débat va être organisé au Parlement français pour aborder la question de la présence française au Mali, a fait savoir, le Premier ministre, Jean Castex, devant le Sénat. Cette annonce intervient après l'expulsion de l'ambassadeur de France par les autorités maliennes. « La situation au Mali et au Sahel en général est extrêmement préoccupante », a reconnu le chef du gouvernement, pour qui la solution réside dans « la recherche d'une réponse multilatérale avec les États africains principalement concernés ». Il estime néanmoins que « ce n'est pas simplement un problème franco-malien, c'est un problème du Mali dans la lutte contre le terrorisme international ». La date du débat n'est pas connue à ce stade mais pourrait intervenir rapidement, le mandat d'Emma-

nuel Macron s'achevant en avril prochain.

Quant au Haut représentant de l'UE, il a invité les autorités maliennes à la désescalade en adoptant des gestes concrets et en reprenant le dialogue. L'UE a rappelé qu'elle est pleinement engagée pour la paix et la stabilité au Sahel, à la demande des États et en soutien aux populations, et elle fait part de son soutien et de sa solidarité avec la France et déplore la décision des autorités de transition maliennes, et appelle les autorités maliennes « à la retenue plutôt qu'à la répétition de comportements inacceptables vis-à-vis de ses partenaires européens, comme le Danemark, dont le contingent vient de faire l'objet d'une décision de renvoi sur la base de motifs infondés ». L'UE rappelle, par ailleurs, sa solidarité avec les positions prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest et l'adoption de mesures restrictives contre les contrevenants à l'achèvement de la transition politique au Mali.

Les autorités maliennes ont conditionné désormais toute présence d'une force militaire étrangère sur leur territoire par une signature d'un accord avec le président Assimi Goita.

Noël Ndong

Les raisons du renvoi de l'ambassadeur de France

Depuis août 2021, Paris bloque la nomination de Moussa Sy, proposé par les nouvelles autorités maliennes comme ambassadeur du Mali en France. Bamako a répondu par la réciprocité. Les raisons du renvoi de Joël Meyer.

Moussa Sy a été proposé en août 2021 comme ambassadeur du Mali en France par les autorités maliennes de transition. Bamako attend toujours une réponse de Paris, alors que ce pays d'Afrique de l'Ouest n'a plus d'ambassadeur depuis février 2020 - époque du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK). L'ambassadeur du Mali en France, Toumani Djime Diallo, a été accusé et chassé pour mauvais comportements par Paris. Il sera rappelé par les autorités de son pays. Depuis, la direction de l'ambassade est assurée par un chargé d'affaires. Pour lui succéder, le Mali propose Issa Konfourou, le représentant de ce pays aux Nations unies, à New York. Paris ne donnera pas de suite favorable. En août 2021, les autorités de transition maliennes vont proposer Moussa Sy comme leur chef de mission diplomatique à Paris. La réponse sera négative. Ce dernier est jugé proche de Moscou. « Nous ne disons pas que c'est un espion, mais dans le contexte actuel, cette proposition est un message clair et une provocation », juge la source diplomatique française. Aussi la demande d'agrément, habituellement étudiée « en quelques semaines », n'a toujours pas reçu de réponse après plus de cinq mois. Ce qui sera interprété par les autorités maliennes comme un affront de plus de la part de Paris. La France accuse le nouveau gouvernement de transition de proximité avec Moscou. L'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, répond à la réciprocité. C'est la conséquence du refus de la France d'accorder un agrément à Moussa Sy. Par solidarité, l'Union euro-

péenne (UE) vient de sanctionner cinq responsables maliens, dont le Premier ministre de transition, Choguel Maïga, deux « membres clés du cercle rapproché » du président Assimi Goïta, Malick Diaw, Ismaël Wagué, Ikassa Maïga et Adama Ben Diarra, considérés comme des instigateurs du coup d'Etat qui a renversé IBK, selon une source l'UE. Ils sont également accusés de faire obstacle à la transition politique. Ces sanctions consistent en une interdiction d'entrée sur le territoire de l'UE et un gel de leurs avoirs. Il est également interdit aux personnes et entités de l'UE de mettre des fonds à la disposition de ces cinq responsables.

Ces sanctions ciblées de l'UE - suspendent l'embargo pris contre le Mali - mettent la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) dans une situation délicate : Plus de gel du budget économique destiné au Mali. La Cédéao pourrait s'aligner sur les choix de l'UE. L'organisation régionale est accusée d'avoir outrepassé les textes communautaires. Une décision qui apporterait un grand bol d'air aux autorités de Bamako, qui menacent de porter plainte à la Cédéao. Des pays frontaliers, la Guinée et la Mauritanie, ont refusé d'appliquer des sanctions au Mali. La présence de la Task force Takuba mise en place par la France pour « européaniser » son intervention au Sahel est fissurée et dans l'embarras. Ces militaires venus d'horizons divers ne pourraient rester au Mali qu'avec l'assentiment du gouvernement de transition. La Suède vient de sortir de Takuba.

N.Nd.

COOPÉRATION BILATÉRALE

L'Union européenne et le Congo envisagent un partenariat vert

En prélude à la quinzième Conférence des parties (COP15) sur la biodiversité, et à la rencontre Union européenne (UE)-Union africaine (UA), l'ambassadeur de l'UE au Congo, Giacomo Durazzo, est allé exprimer auprès de la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, la volonté de son institution pour un partenariat vert avec le Congo.

L'ambassadeur de l'UE était accompagné de son homologue de l'Allemagne, Wolfgang Klapper, ainsi que de la représentante de l'ambassadeur de France, Fabien Marie. L'UE, qui ne cesse de manifester sa volonté d'établir un nouveau cadre de partenariat vert avec le Congo, se dit prête à l'accompagner dans sa politique de conservation et de préservation de la biodiversité, à la veille de la COP15 qui se tiendra à Kunming, en Chine. Son ambassadeur en République du Congo l'a fait savoir à sa sortie des échanges avec la ministre Arlette Soudan-Nonault.

« Nous avons saisi la ministre pour un dossier particulièrement important concernant le nouveau cadre pour la biodiversité qui est en train d'être négocié en vue de la prochaine conférence des parties de la biodiversité qui aura lieu au mois d'avril. Nous avons échangé avec la ministre sur les priorités, l'intérêt du Congo pour la mise en place



L'ambassadeur de l'UE répondant à la presse, avec à ses côtés l'ambassadeur de l'Allemagne et la représentante de l'ambassadeur de France/MEDDBC

de ce cadre, qui est un cadre d'engagement mutuel. Tout est parti de la COP pour avancer avec des objectifs ambitieux, des résultats chiffrés, dans la protection de la biodiversité mondiale », a déclaré Giacomo Durazzo. La protection de la biodiversité et le changement climatique vont de paire en paire. Il

n'est pas possible d'atteindre les résultats de mitigation de changements climatiques sans la protection de la biodiversité, a-t-il poursuivi.

Les deux parties ont évoqué aussi le prochain sommet de l'UE-UA qui aura lieu en mi-février à Bruxelles (Belgique), au cours duquel les questions de conservation et

de protection du changement climatique seront traitées. A propos, le chef de l'État congolais présentera un certain nombre d'idées et de recommandations.

Quant à l'apport de l'UE au Congo en ce qui concerne l'environnement, Giacomo Durazzo a indiqué que son institution et les Etats membres

fournissent des appuis substantiels dans ce dossier, en termes de conservation, de protection de l'environnement et aussi de gestion rationnelle des forêts qui constituent un patrimoine important au niveau naturel, mais aussi au niveau économique. « L'UE, à travers un programme important qui s'appelle le Flegt, appuie la bonne gestion des forêts congolaises. Nous avons aussi un financement à travers un programme qui s'appelle Cafri qui est piloté par l'Allemagne sur les gestions forestières. Donc le sujet de la conservation de l'environnement des forêts est l'une des grandes priorités sinon la plus grande priorité de la coopération de l'UE au Congo », a-t-il fait savoir.

Dans la même optique, l'ambassadeur de l'Allemagne a confirmé la nécessité de son pays d'accompagner le Congo dans sa politique de conservation et de préservation de sa biodiversité.

Bruno Okokana

Brazzaville et Pékin accordent un intérêt particulier à la conservation de la biodiversité

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, coordonnatrice du Fonds bleu pour le Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a échangé avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Ma Fulin, dans le cadre des préparatifs de la quinzième Conférence des parties (COP15) qui se tiendra du 28 avril au 8 mai à Kunming (Chine).

Les deux personnalités ont échangé sur la protection de l'environnement et le changement climatique, notamment sur la session organisée en visioconférence il y a un an par les Nations unies sur la biodiversité et qui va se poursuivre cette année en présentiel. Le diplomate chinois a échangé aussi avec la ministre Arlette Soudan-Nonault sur la coopération multilatérale dans le domaine de la lutte contre le changement climatique et le développement vert, d'une part, et sur l'aspect bilatéral entre la Chine et le Congo dans le domaine du développement durable, d'autre part. « Il y a de cela dix années que la Chine a commen-



L'ambassadeur Ma Fulin répondant à la presse/MEDDBC

cé une nouvelle époque de développement vert. Nous avons mis l'action sur le développement et la protection de l'environnement. L'année dernière, lors de l'ouverture de la session de l'assemblée générale de l'ONU, le président chinois, Xi Jinping, a lancé l'initiative pour le développement mondial qui concerne plusieurs domaines dont le changement climatique et le développement vert », a déclaré Ma Fulin à sa sortie d'audience.

Le diplomate chinois a également souligné que les résultats des acquis issus de la huitième conférence ministérielle sur l'environnement, le changement climatique, le développement vert, ont été placés

en priorité de leur coopération que ce soit multilatérale et bilatérale.

De même, Ma Fulin a indiqué que la Chine apportera son appui au Congo dans le cadre de la COP15 sur la biodiversité, dans sa politique de plaidoyer en termes de levée des fonds pour financer les différents projets du Fonds bleu. « Le Congo joue un rôle important dans ce domaine avec beaucoup d'actions concrètes et ciblées sur le Bassin du Congo, avec tous les projets dans le cadre du Fonds bleu. La Chine est partenaire stratégique globale du Congo et prendra une part active dans tout ce qui concerne le Fonds bleu », a précisé l'ambassadeur de Chine au Congo.

B.OK.

KINSHASA

Le chef de l'Etat veut la délocalisation urgente du marché de Matadi Kibala

Le drame survenu récemment à Matadi Kibala, dans la périphérie Ouest de Kinshasa, sur la Nationale n°1, continue d'alimenter la chronique de ces dernières heures sur fond d'une psychose générale qui a encore du mal à quitter les esprits. Aussi le président de la République a-t-il insisté, lors du Conseil des ministres du 4 février, sur l'urgence de la délocalisation et de la modernisation de ce marché.

La mort, par électrocution, d'une vingtaine de compatriotes à la suite du sectionnement d'un câble sur la ligne haute tension continue d'interpeller la conscience des dirigeants, à quelque niveau que ce soit, quant à leur responsabilité d'assurer la protection des biens et des personnes par la prévention des dangers qui les guettent. C'est non sans raison que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, y est revenu dans sa communication lors de la 39e réunion du Conseil des ministres tenu le 4 février par visioconférence. Comme si cela ne suffisait pas, un autre drame est venu rajouter à l'affliction générale, à savoir le massacre de plus de cinquante compatriotes dans le camp de Savo, en Ituri. Là-dessus, quelques dispositions sécuritaires ont été prises dès le soir du mas-

sacre, à en croire le ministre de la Défense nationale et Anciens combattants pour qui la situation sécuritaire globale demeure sous contrôle des Forces de défense et de sécurité.

Réitérant ses condoléances les plus attristées à l'endroit des familles éprouvées, le président de la République leur a rassuré de la solidarité de toute la Nation et de l'accompagnement du gouvernement durant cette période de dure épreuve, rapporte le compte-rendu du Conseil des ministres. Les Forces de sécurité, a-t-il déclaré, ont été à nouveau instruites à mettre tout en œuvre pour éradiquer toutes les forces négatives qui pullulent actuellement au Nord-Kivu et en Ituri.

Revenant sur l'incident de Matadi Kibala, le président de la Répu-

blique a insisté sur l'urgence de la délocalisation et de la modernisation de ce marché tel que recommandé lors de la 35e réunion du Conseil des ministres. Face à un certain laxisme qui semble s'installer dans le chef de ceux à qui cette tâche avait été confiée, le garant de la nation a enjoint l'équipe mise en place à cet effet de présenter les résultats des études de faisabilité menées sur le terrain à la 42e réunion du Conseil des ministres. « Aucune posture, aucun argument, aucune excuse ne sauraient justifier la survenance d'un tel événement pourtant évitable », a-t-il asséné tout en déclarant attendre sereinement les résultats desdites études.

Par ailleurs, en vue de s'assurer que les mesures de sécurité appropriées sont désormais prises au-

tour de toutes les lignes de haute tension et d'autres servitudes relevant du domaine de la Société nationale d'électricité (Snel), le Premier ministre, Sama Lukonde, a été instruit de mettre en place une commission ad hoc qui comprendra, entre autres, les responsables de la Snel, le gouvernement provincial de Kinshasa, le ministre des Affaires foncières, la police nationale congolaise ainsi que d'autres services habilités.

Sur le même ordre d'idées, les membres du gouvernement et en particulier les gouverneurs de province ont été exhortés à tirer, à l'échelle du pays, les leçons du drame de Matadi-Kibala en adoptant dorénavant une attitude proactive en vue d'identifier tous les marchés présentant un risque extrême pour les personnes qui les

fréquentent. Le marché de Mvua-du, dans la ville de Matadi, au Kongo central, a été cité en exemple comme constituant un danger permanent pour la population environnante du fait de son emplacement.

Pour le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, une telle approche ne doit pas être sectorielle mais devra plutôt s'étendre aux différents sites menacés par les érosions ou subissant les effets pervers des constructions anarchiques de sorte à mettre la population à l'abri du danger. « Des solutions doivent être trouvées de manière progressive. Mais il ne sera plus question de tolérer le laxisme dans les actions à entreprendre lorsqu'il s'agit de la protection de nos concitoyens », a-t-il martelé en guise de conclusion.

Alain Diasso

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**

**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**Assurance tous risques
chantier**

Assurance automobile

Assurance voyage

Assurance incendie

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

**EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO**

CONCOURS NETFLIX/UNESCO

Machérie Ekwa-Bahango parmi les 21 cinéastes en herbe sélectionnés

Netflix et l'Unesco ont annoncé, le 1er février, les vingt et un participants sélectionnés pour la suite du concours inédit « Contes populaires africains réinventés ».

L'un des principaux objectifs du concours est de découvrir de nouveaux talents et leur donner une visibilité à l'échelle mondiale. « Nous voulons dénicher les adaptations les plus audacieuses, surprenantes et pleines d'esprit des contes populaires les plus affectionnés d'Afrique et les partager avec les cinéphiles du monde entier, dans 190 pays », indique l'Unesco.

Les candidats, expliquent les organisateurs, ont été choisis à l'issue d'un processus d'évaluation rigoureux au cours duquel des professionnels de l'industrie du cinéma, originaires d'Afrique, ont minutieusement étudié plus de 2 080 candidatures en plusieurs langues provenant de tout le continent. Les candidats sélectionnés constituent un groupe de créateurs africains dynamiques issus de treize pays.

Ces vingt et un cinéastes émergents participeront à la phase suivante du concours au cours de laquelle ils présenteront leurs projets à un jury de mentors dont Bongive Selane (Afrique du Sud), Leila Afua Djansi (Ghana), David Tosh Gitonga (Kenya), Femi Odugbemi (Nigeria), Jean-Luc Herbulot (République du Congo), ainsi que des représentants de Netflix et de l'Unesco qui les guideront tout au long du processus.



Six réalisateurs à sélectionner

Le jury, indique l'Unesco, sélectionnera six réalisateurs qui recevront une subvention de production de 75 000 dollars (par le biais d'une société de production locale) pour développer, tourner

et assurer la post-production de leurs films. « Netflix et les mentors veilleront à ce que toutes les personnes participant à la production soient équitablement rémunérées. Chacun des six lauréats recevra également 25 000 dollars », explique l'organe des

Nations unies.

En dehors de la Congolaise Machérie Ekwa, les autres cinéastes sélectionnés sont Gcobisa Yako (Afrique du Sud) ; Ndiyathemba Modibedi (Afrique du Sud) ; Mphonyana Mokokwe (Botswana) ; Ebot Tanyi (Cameroun) ; Anne Catherine Tchokonté (Cameroun) ; Venance Soro (Côte d'Ivoire) ; Nader Fakhry (Côte d'Ivoire) ; Noni Ileri (Kenya) ; Oprah Oyugi (Kenya) ; Volina Razafimanantsoa (Madagascar) ; Mohamed Echikouna (Mauritanie) ; Anita Abada (Nigeria) ; Akorede Azeez (Nigeria) ; Tongyang Pantu (Nigeria) ; Nosa Igbinedion (Nigeria) ; Loukman Ali (Ouganda) ; Katya Aragão (Sao-Tomé-Et-Principe) ; Walt Mzengi (Tanzanie) et Samuel Kanyama (Zambie).

Scénariste et réalisatrice

Titulaire d'une licence en droit, scénariste et réalisatrice, passionnée de cinéma, Machérie Ekwa, 29 ans, est autodidacte. Elle a suivi des ateliers de scénario et de réalisation, tout en poursuivant ses études de droit. « Maki'la », son premier film en tant que réalisatrice, est sorti en 2018. Il met en scène des enfants de la rue. Machérie Ekwa a participé au festival de Cannes pour la première fois en 2017, en tant que jeune

talent invitée à la table ronde « Passer l'Afrique au détecteur de talent », organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Institut français. En décembre 2017, elle a été sélectionnée au programme Berlinale Talents 2018 mais n'a pas pu y participer, son film « Maki'la » étant sélectionné la même année au Forum du 68e Festival international du film de Berlin.

Le film a remporté le prix BECE de la dramaturgie (Berlinale/Section Forum) ; le grand prix aux Ecrans noirs (Cameroun) ; le prix du jury aux Journées cinématographiques de Carthage ; le prix du jury au festival de film des femmes de salé (Maroc) et le grand prix au festival du film de Cologne.

Par ailleurs, Machérie Ekwa a collaboré aux films « Kimpa Vita : la mère de la révolution africaine » et « Félicité » du réalisateur sénégalais-français Alain Gomis, où elle était en charge de la traduction du scénario en lingala.

En 2016, Machérie Ekwa, alors âgée de 23 ans, a écrit six épisodes de la série télévisée « Ndakisa : lobi mokolo ya sika », film institutionnel financé par l'ONG américaine Search For Common Ground. Elle développe actuellement le scénario de son deuxième long-métrage intitulé « Zaïria ».

Patrick Ndongidi

HÔPITAL GÉNÉRAL DE KINSHASA

Inauguration de l'unité de néonatalogie

Réhabilitée et équipée avec l'appui financier de la Banque Equity BCDC, l'unité de néonatalogie inaugurée le 3 février par le ministre en charge de la santé publique, le Dr Jean-Jacques Mbugani Mbanda, va permettre la prise en charge des prématurés et des nouveaux nés malades.

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention a indiqué qu'à l'aube du lancement du grand programme ambitieux de la République sur la Couverture santé universelle (CSU), le développement de l'Hôpital général de référence de Kinshasa constitue l'une des priorités de l'Etat congolais. C'est à ce titre que le chef de l'Etat, Felix-Antoine Tshisekedi, s'est personnellement engagé pour sa réhabilitation.

Il a, par ailleurs, souligné que l'investissement dans cette structure sanitaire pour sa modernisation s'inscrit dans le cadre du programme de la CSU. « L'Hôpital général de référence de Kinshasa mérite encore mieux à cause de son rôle central, en tant que structure sanitaire la plus importante du pays », a soutenu le patron de la Santé publique.

Le ministre Jean-Jacques Mbugani a appelé le médecin-directeur et tous les membres du Comité directeur de l'Hôpital général de faire bon usage de cette unité réhabilitée et surtout de bien préserver les équipements. Il les a encouragés à poursuivre également le processus de développement de cette unité, en particulier, et de l'ensemble du complexe hospitalier, en général.

Blandine Lusimana

LINAFOOT/LIGUE 1

Etoile du Kivu broie du noir devant Don Bosco



La première expérience de l'Etoile du Kivu de Bukavu dans l'élite du football congolais est certainement rude et accompagnée des leçons à tirer. Le club entraîné depuis peu par l'ancien attaquant international des Léopards, Kona Ngole, alterne défaites et résultats d'égalité dans cette 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Battue récemment par le FC Saint Eloi Lupopo au match précédent, cette formation sportive du Sud-Kivu a subi, le 6 février au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, une deuxième défaite de 0-1 infligée par le CS Don Bosco, en match en retard de la 6^e journée du championnat. Le Malien Fily Traoré a inscrit l'unique but

de la partie à la 39^e mn, sur une passe décisive de Junior Mavungu. Les Salésiens ont en fait concrétisé leur emprise sur la partie en première période. Etoile du Kivu n'a pas su réagir face au club coaché par le technicien Eric Tshibusu qui a su maintenir son avantage au tableau d'affichage.

C'est donc un deuxième succès à tout le moins précieux de Don Bosco en 2022, après la victoire sur Simba (deux buts à zéro). Les Salésiens occupent désormais la septième place au classement provisoire, avec vingt-deux points après treize matches. Etoile du Kivu est 17^e au classement avec douze points.

Martin Engimo

OFFRE D'EMPLOI – AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE**POSTE VACANT:****Motor Pool Supervisor (ouvert du 07 au 21 Février 2022)**

EXIGENCES DU POSTE & COMMENT POSTULER : Merci de bien vouloir visiter le site web :

<https://erajobs.state.gov/dosera/cog/vacancysearch/searchVacancies.htm>
(Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

NB:

La mission américaine à Brazzaville apprécie une main-d'œuvre d'origines, de cultures et de points de vue différents. Nous nous efforçons de créer un environnement accueillant pour tous et nous invitons les candidats de divers horizons à postuler.

Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

SUPPRESSION DE NOM

Je m'appelle Eyoka Likounde-Henda Ben Juriel, je souhaiterais désormais être appelé Ebale Eyoka Ben Juriel.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime peut s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle : Meya Miadikama Sylviano Shaëlda.

Dorénavant, je m'appellerais Lafond Meya Sylviano Shaëlda.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime peut s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

**ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

NÉCROLOGIE

La famille et les enfants Diamounzo, le sous-préfet de Madingo-Kayes Jean-Baptiste Diamounzo, Germaine, Serge le DT, Didier-Patrick, Edouardine, Rick, Arnel-Le blanc et Mimi, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père Grégoire Diamounzo, survenu le 28 janvier 2022 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au terminus des bus de Mbota Carlos.

La date et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.

«Que l'âme de notre cher papa repose en paix».

**REMERCIEMENTS**

La veuve Nzingoula Denise et famille remercient parents, amis et connaissances, qui les ont assistés spirituellement et matéri-

riellement lors du décès de leur fils, neveu, frère, père et grand-père le reverend pasteur Jean-Jacques Bakoula, alias Duback, survenu le 20 janvier 2022 à Kinshasa (RDC). L'inhumation a eu lieu le vendredi 4 février 2022 au nouveau cimetière de Vitry sur Seine en France. Qu'ils trouvent ici notre reconnaissance et merci.

Amen !



Jean Bruno Ndokagna, les familles Ayu, Quenard et Bobot ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, nièce et tante Christiane Ayu (Etat major) décédée le 31 janvier 2022, à Brazzaville.

Le deuil se tient au n°81 de la rue Kouyou à Poto-Poto (croisement rue Mbochis-avenue Marien-Ngouabi).

La date des obsèques est prévue le samedi 12 février 2022 au cimetière Bouka Kintélé.



Madame Lecombat née Koud Mauricette Christine et famille Koud remercient les fraternités Anne Marie Javouhéy, les Mutuelles : Saphir, Bana kolo Iopango, Dzi Lola, amies et connaissances et familles de leur avoir assisté de près ou de loin durant la mort de leur mère la veuve Koud née Amboua Véronique Dénise (Mâ Koko). Madame Lecombat est très reconnaissante pour votre assistance



SLAM

« Ekosimba », vent d'espoir pour Mariusca Moukengue

Disponible sur les plateformes de téléchargement légal depuis le 1er février, «Ekosimba» est le tout nouveau single de la slameuse congolaise, Mariusca Moukengue, à travers lequel elle clame l'espoir et la persévérance, en dépit des aléas de la vie.

Le tout nouveau bébé de l'artiste, « Ekosimba », tel qu'elle le surnomme sur les réseaux sociaux, se donne à comprendre comme « ça ira ». « Dans ce slam, nous abordons les thèmes de la persévérance dans la vie professionnelle, dans la vie amoureuse, dans la vie familiale. Et cela est valable pour le reste de la vie », a confié Mariusca Moukengue qui a écrit ce texte dans une période sombre de sa vie où elle avait besoin d'une voix pour la consoler et la fortifier.

En remontant le temps, on se heurte au fait que l'artiste s'est toujours montrée engagée dans ses textes avec des singles instructifs et interpellateurs comme « Mwana mbanda » en featuring avec Spirita Nanda, « La rue, mon toit », « Instant solidaire », « Cimetière hydraulique ». Rien d'étonnant qu'« Ekosimba » s'inscrive dans le même sillage.

A travers ce morceau, la slameuse congolaise exhorte la jeunesse à ne pas emprunter des chemins tortueux pour réussir,

mais plutôt à persévérer car tout travail a sa récompense. « *Awa toko sala boni, ba lobi po esimba, faut osala kisi, to ozala na parti ou okima mikili ou oboma papa, mama to léki. Mais, ngai kaka mosala na losambo, ekosimba* », chante-t-elle pour démystifier la réussite dans une société où le mérite tend à disparaître au profit du cafouillage. Et d'ajouter, « *rien est impossible à cœur vaillant. Je remue ciel et terre en bossant, pour qu'un jour... Ekosimba!* ».

Sur fond d'une cadence urbaine savamment arrangée, Mariusca se met également dans la peau d'une défenseuse des droits de femme, parfois marginalisée dans le domaine professionnel ou sentimental à cause de l'argent. « *On s'en fout de ta matière grise tant que tu ne baisses ta lingerie. Hélas ma fille! Luka poto oyo ako tinda yo na Poto po awa avenir eza na poto poto. On jeûne même*



po o bala po baboti ba linguité ozala mwasi ya bala-bala », chante-t-elle avant le premier refrain.

Fruit d'une autoproduction, «Ekosimba» est un morceau qui

s'est construit au fil du temps. En 2021, Mariusca se met à écrire quelques vers chaque fois qu'elle sentait l'envie de devoir rester confiante. Mais, c'est en 2022 qu'elle le finalise. Le re-

frain est un remix d'une chanson des Tambours de Brazza que l'artiste avait écoutée pendant les Jeux africains organisés au Congo en 2014. « Quand l'ingénieur de son Shelby m'a envoyé la sonorité, ce refrain m'est venu à l'esprit. J'ai donc contacté le représentant des Tambours de Brazza qui m'a donné l'accord de l'utiliser pour mon single », a déclaré l'artiste.

Notons qu'«Ekosimba» n'est disponible pour le moment qu'en version audio sur Shopmusic, Deezer, Spotify et Amazone. « Nous avons choisi Shopmusic pour la première phase de communication du single afin de soutenir la plateforme made in Congo mais aussi pour faciliter le public congolais à avoir accès au titre parce que ce n'est pas tout le monde qui a un compte bancaire pour acheter sur Amazone, Deezer ou Spotify », a précisé Mariusca.

Merveille Atipo

FOOTBALL

Le week-end des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 23e journée

Statut quo entre Niort et Le Havre (0-0). Bryan Passi et Fernand Mayembo étaient chacun titulaire en défense centrale, le premier dans l'axe gauche de la défense à quatre, le second sur la droite de la défense à trois.

Remplaçant, Nolan Mbemba a fait son apparition à la 89e.

Pas de vainqueur non entre Nancy et Caen (1-1). Warren Bondo n'est pas entré en jeu, tandis que Prince Oniangue était titulaire en défense : solide et appliqué, à l'image de son intervention sur Jung (7e). Dangereux sur corner, il pousse Valette à la parade (53e).

Pas de but entre Rodez et Valenciennes. Adilson Malanda était titulaire et a joué l'intégralité du match. Sans Bevic Mousiti Oko, convalescent, Ajaccio rend visite au Paris FC lundi soir.

Au classement, Ajaccio est deuxième avec 42 points, soit 3 de moins que Toulouse, un match en retard à jouer. Avec 35 points chacun, Le Havre et Niort sont 6e et 7e.

Rodez est 10e avec 29 points, devant Caen, 15e avec 26 points. Nancy est lanterne rouge avec 16 points.

Ligue 1, 23e journée

Buteur en Coupe de France, Béni Makouana retrouvait sa place de

remplaçant lors du déplacement de Montpellier à Saint-Etienne. Entré à la 77e mn alors que son équipe menait 1-0, il a participé au naufrage collectif des Héraultais, finalement battus 1-3.

Entré au coup d'envoi, Bradley Locko Banzouzi a remplacé numériquement Focket, blessé. Actif dans le couloir gauche, où il a apporté de la vitesse dans le jeu du Stade de Reims, bourreau de Bordeaux (5-0).

Chrislain Matsima n'est pas entré en jeu lors du succès de Monaco face à Lyon (2-0).

Sans Yannis Mbemba, Nantes chute à Strasbourg (0-1).

Belgique, 26e journée, 1re division

Match nul entre le Standard de Liège et le Cercle de Bruges (1-1). Chez les Rouches, Niels Nkounkou est resté sur le banc. Chez les Brugeois, Senna Miangué ; titulaire, a été averti à la 75e. Remplaçant au coup d'envoi, Sylver Ganvoula est entré à la 71e.

Le FC Bruges s'incline à domicile face à La Gantoise (1-2). Sans Faitout Maouassa, enfermé à double tour au placard. Acheté à Rennes, cet été, pour 5 millions d'euros, l'ancien Nancéen n'a convaincu personne chez le champion de Belgique. Un départ vers la Grèce avait d'ailleurs

été évoqué en janvier, sans se concrétiser.

Croatie, 22e journée, 1re division

Merveil Ndockyt n'était pas dans groupe d'Osijek, victorieux sur le terrain du Hrvatski Dragovoljak (3-1). Osijek est 2e avec 43 points.

Espagne, 26e journée, 2e division

Malgré la première apparition de Warren Tchimbembé, entré à la 84e, Mirandes prend l'eau de toutes parts à Huesca (0-4).

Espagne, 22e journée, 3e division, groupe 2

La réserve de Séville bat Castellon (2-0). Remplaçant, Baron Kibamba est entré à la 78e pour conserver le score, déjà acquis. Dix-septièmes, les Sévillans ne comptent plus qu'un point de retard sur le premier non relégable.

Espagne, 20e journée, 4e division, groupe 4

Titulaire lors du déplacement d'Aguilas à Marchamalo, Amour Loussoukou a été expulsé à la 67e. A dix contre onze, son équipe finit par s'incliner 0-1.

Italie, 21e journée, 2e division

Toujours privé de Gabriel Charpentier, blessé, Frosinone bat la lanterne rouge, Vicenza (2-0). Avec ce quatrième succès

consécutif, Frosinone poursuit sa remontée au classement et est désormais 5e à 4 longueurs du premier.

Luxembourg, 16e journée, 1re division

Le Racing Luxembourg renoue avec la compétition par une victoire face à Rodange (2-1). A l'origine du second but de son équipe, Yann Mabella était associé, en attaque, à un nouveau venu ; Davy Kablan Ngoma, remplacé à la 86e.

L'ancien Amiénois, âgé de 26 ans, était sans club depuis la fin de son contrat en seconde division tchèque en juillet 2021.

Godmer Mabouba était titulaire dans l'axe de la défense de l'Etzella Ettelbrück, défait à domicile par le Fola Esch (2-3) sous une pluie battante et sur un terrain détrempé. Un tackle manqué, dans la boue, sur le second but.

Malte, 17e journée, 1re division

Christoffer Mafoumbi n'était pas dans le groupe de Mosta, court vainqueur de Santa Lucia (1-0). Portugal, 21e journée, 1re division Réduit à dix à la 48e, Boavista concède le nul à domicile face à Vizela (2-2). Titulaire, Gaius Makouta a dévié une reprise dès la 9e. Précieux dans son jeu de passe, alternant le jeu long et court. Notons que le capitaine portuan, Hamache, a manqué un

penalty à la 90e+11. Avec ce nul, Boavista reste sous la menace de la relégation (3 points d'avance).

Belgique, 26e journée, 1re division

Remplaçant au coup d'envoi, Morgan Poaty est entré à la 74e minute lors de la défaite de Seraing à Charleroi (0-2). Le promu était réduit à dix depuis la 33e minute.

Belgique, 19e journée, 2e division

Scott Bitsindou est resté sur le banc lors du match nul concédé par Lierse face à Deinze (1-1). Lierse est 5e avec 9 longueurs d'avance sur la 8e place.

Turquie, 24e journée, 1re division

Trahi par le flanc gauche de sa défense (2 penalties concédés, un troisième but grotesque), Hatayspor s'incline sur le terrain de Kayserispor (3-4). A 2-0 pour les locaux, Dylan Saint-Louis a réduit l'écart d'une frappe du droit de l'entrée de la surface (51e). A 4-1, c'est encore l'international congolais qui sonne la révolte avec une passe décisive pour Fallette (70e).

Insuffisant pour son équipe, 7e à 1 point des play-offs.

Dylan Saint-Louis totalise 3 buts et 6 passes décisives en 22 matches de championnat.

Camille Delourme



CAN 2021

Les espoirs déçus des petits commerçants camerounais

Porteuse d'espoir pour de nombreux commerçants camerounais, cette CAN 2021 n'a pas eu les retombées économiques escomptées.

A chaque voiture qui ralentit en plein centre de Yaoundé, Rodrigue Charly se précipite vers les passagers pour écouler la marchandise achetée spécialement pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football : «Qu'est-ce que vous voulez ? Un chapeau ? Une vuvuzela ?» Comme de nombreux Camerounais, il a longtemps attendu la compétition phare du continent, a investi, mais n'a pas récolté les gains escomptés. «J'y croyais. Je pensais que ça allait décoller pour la finale, mais depuis la défaite jeudi des Lions indomptables (l'équipe nationale camerounaise, ndlr), je ne vends plus rien. Les gens sont déçus», lâche-t-il, dépité. «Moi, je suis débrouillard. Pour la CAN, on s'est cotisé en famille. On a investi un million de francs CFA (1.500 euros environ). Je pense qu'on va rentrer dans nos frais mais on ne fera pas de bénéfice, il n'y a pas assez de visiteurs», estime-t-il. Le quadragénaire, qui enchaîne les petits métiers, se prépare déjà à changer d'activité, comme «emballer des paquets cadeau». «Il faut bien se battre pour continuer à vivre et nourrir la famille».

«Gâchis total»

Au Cameroun, la quasi-totalité - 90% - de la population active, tire ses revenus du secteur informel, selon la Banque mondiale. Pour les commerçants du marché artisanal de la capitale, qui fondaient de grands espoirs sur la CAN, la déception est également grande. «Cela faisait trois ans qu'on attendait ce moment, qu'on produisait des marchandises pour les visiteurs de la CAN. Mais il n'y en a pas eu. On n'a même pas fait un meilleur mois que d'habitude. C'est un gâchis total», témoigne Pierre Tjabag, 40 ans devant son étal de sculptures traditionnelles.

«On n'y arrive plus. Je pense sérieusement à arrêter. Je vais travailler dans les transports», affirme un autre vendeur de sculptures, Aboubakary, qui ne porte pas de patronyme à l'état civil. «Et moi, j'ai commencé l'élevage de volailles», le coupe son associé Aboubakary Seydou. Tous deux viennent de la région de l'Extrême-Nord, pauvre et frappée par les attaques jihadistes. «Là-bas, c'est dix fois pire qu'ici. Il n'y a pas d'emploi», expliquent-ils. Durement frappés par le ralentissement économique lié à la



Le miracle économique n'a pas eu lieu pour les commerçants camerounais (AFP)

pandémie de Covid-19, au conflit séparatiste anglophone à l'Ouest et aux incursions jihadistes à l'extrême-nord, les commerçants camerounais voyaient la CAN, deux fois reportée en 2019 et 2021, comme une lueur d'espoir pour se relancer. Peu d'étrangers. «On pensait qu'avec la CAN viendraient des étrangers pour nous faire la recette. J'ai beaucoup produit, fait des belles pièces en décembre, mais ça n'a rien changé pour nous. Nous

sommes très déçus», explique Habiba Hulgen, au milieu de ses robes et tissus multicolores en wax et bazin, dans l'atmosphère feutrée de sa petite boutique du quartier musulman de Yaoundé. Même dans le secteur du tourisme, les bénéfices ont été en-deçà des attentes. «Hormis les journalistes et officiels, mes collègues et moi n'avons vu personne ayant fait le déplacement pour l'événement», souligne Alain Pokam, directeur depuis 15 ans d'une société de

tourisme et de transports. Pour Chantal Lewat, présidente du syndicat des hôteliers du Cameroun, le constat est aussi amer : «les hôtels de luxe choisis pour recevoir les délégations officielles ont fait des bénéfices, mais les populations africaines n'ont pas voyagé et les petits hôtels, dont beaucoup avaient investi, n'ont presque rien tiré de l'événement», estime-t-elle, «la faute en grande partie au Covid et à la menace qui a plané jusqu'au bout sur un nouveau report de la CAN». «Pour tous les petits acteurs de l'informel, l'impact de la compétition a été très faible. Il n'y a pas eu de retombée. Mais au niveau macro (économique), on peut espérer que la CAN a renouvelé l'image de marque du Cameroun», analyse Christian Lambert Nguena, économiste à l'université de Dschang, dans la région de l'Ouest. Un autre économiste, Diédonné Essomba, met lui en garde contre «le contrecoup des efforts consentis pour l'organisation», qui «pourrait générer une crise de la dette», surtout «s'il n'y a pas de stratégie de valorisation des infrastructures créées pour la CAN».

AFP

Aboubakar meilleur buteur, Mendy meilleur gardien, Mané meilleur joueur

En marge de la remise du trophée de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) à l'équipe du Sénégal, la Confédération africaine de football a décerné, dimanche soir, les distinctions personnelles à trois joueurs.

Avec huit buts inscrits dans le tournoi, le Camerounais Vincent Aboubakar est de fait le meilleur buteur de cette CAN. Associé à Toko Ekambi, cinq réalisations, il a été le guide des Lions Indomptables, médaillés de bronze après leur victoire face au Burkina.

Aurolé, en décembre, du titre de meilleur gardien de l'année 2021 lors de la cérémonie des Trophées Fifa The Best, Edouard Mendy a remporté le titre de meilleur gardien de cette CAN. Une distinction qui aurait tout aussi bien pu revenir au portier égyptien Gabaski, fantastique durant le tournoi.

Quel incroyable destin que celui du gardien de Chelsea, au chômage en 2014, troisième gardien de l'Olympique de Marseille en 2015-2016 avant d'enfin percer à Reims, Rennes puis Londres.

Si le Sénégal est aujourd'hui assis sur le toit de l'Afrique, il le doit en grande partie à son maître à jouer, Sadio Mané. Le petit ailier de Liverpool, formé à l'AS Génération Foot de Dakar, a porté son équipe depuis son entame laborieuse jusqu'à sa conclusion victorieuse. C'est donc logiquement que l'ancien Messin soit désigné joueur du tournoi.

Camille Delourme



Les trois lauréats lors de la remise des trophées, à Yaoundé, dimanche soir (AFP)



CAN 2021

Les Lions du Sénégal décrochent leur première étoile dans le ciel de Yaoundé

Vainqueurs des Pharaons à l'issue de la séance des tirs au but (0-0, 4-2), le Sénégal inscrit son nom au palmarès de la compétition pour la première fois de son histoire. Enfin.

Quelle qu'en soit l'issue, ce face-à-face entre les finalistes malheureux des CAN 2017 et 2019 allait rentrer dans l'histoire, avec le 8e titre de l'Égypte ou le premier du Sénégal, grand d'Afrique au palmarès continental vierge.

Et comme le Congo, cinquante ans plus tôt, les Lions du Sénégal ont arraché leur première couronne en terre camerounaise.

Cette conquête fut âpre, en raison du jeu rude pratiqué par les Pharaons et du scénario de ce match.

L'équipe d'Aliou Cissé s'est appuyé sur ses points forts, dont le latéral gauche Saliou Ciss, une nouvelle fois percutant dans son couloir et taclé irrégulièrement par Abdelmonem (5e).

Comme ce fut le cas à deux reprises en 2019, Sadio Mané a pris ses responsabilités mais a échoué, son tir trop axial étant stoppé par l'excellent Gabaski (7e).

Aux nombreuses fautes égyptiennes, le Sénégal a tenté de

répondre par les percées de l'ailier droit Ismaila Sarr, qui a mis la défense des Pharaons au supplice (19e et 23e) sans pour autant trouver la faille.

Rugueuse, l'Égypte sait parfois se montrer dangereuse, à l'image de ce coup de boutoir solitaire de Salah (28e).

Surnommé le Grand barrage par les supporters égyptiens, Gabaski a encore brillé avec des arrêts aux 50e, 91e, 100e, 115e).

A la 117e, c'est son alter-ego sénégalais qui sort le grand jeu devant Hamdy.

Alors que l'arbitre siffle la fin des prolongations, les deux gardiens vont encore se partager la vedette : alors qu'Abdelmonem trouve le poteau, Gabaski stoppe le tir de Bouna Sarr. Puis Mendy arrête la tentative de Lasheen.

A 3-2, Sadio Mané se présente alors face à Gabaski et offre au Sénégal sa première étoile. Son co-équipier à Liverpool, Moha-



Gabaski et Edouard Mendy ont livré un duel de titans (Daniel Beloumou Olomo/AFP) med Salah, n'aura pas l'occasion de tirer. Les images du Sénégalais réconfortant l'Égyptien font depuis le tour du monde. L'ancien attaquant des Arab Contractors a perdu sa deuxième finale, alors que le Sénégal d'Aliou Cissé a remporté sa

troisième tentative après les défaites de 2002 (aux tirs au but face au Cameroun avec un tir au but manqué par l'actuel sélectionneur) et celle de 2019 face à l'Algérie.

Après une célébration méritée et un passage obligatoire par Dakar, les Lions du Sénégal vont regagner leurs clubs, à l'image des Parisiens Gueye et Diallo qui sont les champions du monde français (Kimbembe et Mbappé), d'Europe (Verratti) et d'Amérique du Sud (Messi, Di Maria et Paredes).

Mais dans quelques semaines, la plupart des 22 acteurs se retrouveront à nouveau pour un palpitant duel aller-retour. Le vainqueur disputera le Mondial au Qatar.

Nouveau champion d'Afrique, le Sénégal aura à cœur d'y aller pour reprendre le flambeau des Sénéfs de 2002, qui avaient atteint les quarts de finale. A l'époque, le numéro 6 s'appelait Aliou Cissé...

Camille Delourme

Liesse populaire et lundi férié à Dakar après le sacré du Sénégal

Dakar a explosé de joie dimanche soir après le coup de sifflet clôturant la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) à Yaoundé, où les «Lions» de Sadio Mané ont battu les «Pharaons» d'Égypte de Mohamed Salah aux tirs aux buts.

«Champions d'Afrique. Quel match ! Quelle équipe ! Vous l'avez fait. Beau moment de football, beau moment de communion et de fierté nationale. Félicitations à nos héros», a dit le président sénégalais Macky Sall dans un tweet.

Le président Sall a décrété la journée de lundi «fériée, chômée et payée» après «la brillante victoire» en CAN de la sélection nationale, a annoncé dimanche soir la télévision publique.

M. Sall, qui devait s'absenter du Sénégal jusqu'au 9 février pour différents séjours en Égypte, en Éthiopie et aux Comores, a «annulé» cette dernière étape pour «accueillir lundi à 13H00» (GMT et locales) la sélection nationale à l'aéroport militaire de Yoff (Dakar), selon la même source.

Les joueurs et membres de l'encadrement de l'équipe nationale seront «décorés» mardi par M. Sall, au palais présidentiel à Dakar.

Une immense clameur a retenti dimanche soir quand la star Sadio Mané a réussi le tir consacrant le Sénégal, lors de la séance de tirs aux buts (0-0 a.p., 4-2 t.a.b.). Des centaines de supporters, vêtus du maillot du Sénégal, ont afflué sur la place de l'Indépendance, près du Palais présidentiel, dans le centre



A quelques 4500 kilomètres de Yaoundé, Dakar a explosé de joie après la victoire des Lions du Sénégal en finale de la CAN (John Wessels/AFP)

administratif et des affaires de Dakar.

La police a érigé des barrières pour empêcher la foule de se rapprocher du Palais. Les lieux ont vibré au son des avertisseurs des voitures, des vuvuzelas, des sifflets, des cris de joie, des pétards illuminant parfois le ciel, des danses et chansons à la gloire de la sélection.

Une ambiance festive s'est emparée de toute la ville de Dakar et de sa banlieue, au milieu des drapeaux du Sénégal, accro-

chés aux immeubles, sur les véhicules, sur les artères et les trottoirs, dans plusieurs quartiers. L'ambiance était folle, au Monument de la Renaissance, statue monumentale qui domine Dakar depuis la zone du quartier des Mamelles, au pied duquel était installée une fanzone avec plusieurs dizaines de personnes. Les gens s'enlaçaient au milieu des feux de joie après la séance des tirs aux buts.

«Je suis content. C'est le plus beau jour de ma vie», affirme à

l'AFP Modou Ba, qui s'est présenté comme un laveur de voitures de 25 ans.

«Le plus beau jour de ma vie»

«On a attendu longtemps. (La coupe) est finalement là (au Sénégal). On en avait vraiment besoin», dit Seydou Nourou Diop, un comptable de 27 ans. L'étudiant Khadim Lô, 21 ans, se dit «très fier de nos Lions. C'est exceptionnel».

Au pied du monument, les supporters ont ensuite quitté la fanzone pour gagner la rue,

certaines debout sur des voitures dont des pick-up, se mêlant à la foule qui sortait des maisons pour manifester.

La joie a pourtant mis du temps à se dessiner, après les 120 minutes réglementaires. La tristesse était palpable sur les visages quand, à la 7e minute, Sadio Mané a raté un pénalty.

«Il (Sadio Mané) ne doit pas rater le pénalty. Pour une finale le grand joueur ne rate pas. C'est inadmissible», fulminait Pape Mbaye, un chauffeur de 24 ans.

Lors de la séance des tirs au but, des supporters s'étaient détournés de l'écran. Lune d'eux, accroupie, a même versé des larmes.

Quand un tireur égyptien a envoyé le ballon sur le poteau, puis qu'un autre a raté le sien, arrêté par le gardien de Chelsea Edouard Mendy, les visages des supporters, se tenant par la main, se sont décripés.

Avant que la star de Liverpool Sadio Mané ne transforme le dernier tir qui a conduit le Sénégal, pour la première fois, sur le toit du foot africain, après deux finales perdues en 2002, face au Cameroun, et 2019, à laquelle Sadio Mané a participé, face à l'Algérie.

Et c'est parti pour une longue nuit de fête à Dakar...

AFP

CEEAC

Le projet "Passmar", une des réussites de l'année écoulée

Parmi les actions réussies de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), sous la présidence du Congo, figure le Programme d'appui à la stratégie de sûreté et de sécurité maritime (Passmar), a indiqué le chef d'état-major (CEMG) des Forces armées congolaises (FAC), évoquant les engagements que le pays a respectés au plan international l'année dernière, lors du réveillon d'armes organisé récemment à Brazzaville.

Le Passmar est un programme instauré dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne pour le golfe de Guinée afin de renforcer la sûreté et la sécurité maritimes en Afrique centrale. Sa mise en œuvre opérationnelle vise à améliorer la gouvernance maritime, maîtriser les espaces maritimes, adapter les cadres juridiques nationaux aux standards, renforcer l'application des lois dans les pays membres, coordonner l'implication accrue de la société civile et du secteur privé dans le processus de politique maritime intégré.

Ce programme repose donc sur la dynamique interne des Etats par des efforts conjugués au bénéfice de la sous-région. « L'implémentation de l'architecture nationale de sûreté et de sécurité maritimes ainsi que le raffermissement des liens entre les administrations concernées se poursuivent de manière satisfaisante », faisait savoir le CEMG, en appelant à une stratégie de sécurité intégrée pour barrer la route, entre autres, à la piraterie en mer, aux trafics transfrontaliers...

Sous la présidence du Congo à la tête de la CEEAC, plusieurs actions ont été menées pour



Le CEMG des FAC évoquant le Passmar concernant la sûreté et la sécurité maritimes

consolider le Passmar. Ainsi, le général Guy Blanchard Okoi a reconnu que le symposium des chefs d'états-majors des marines

nationales des pays riverains du golfe de Guinée, tenu les 8 et 9 novembre dernier, a été l'expression de l'engagement du

Congo en matière de sûreté et sécurité maritimes. Selon lui, les effets induits de cette diplomatie maritime sont à capitaliser.

Par ailleurs, le Secrétariat permanent du comité interministériel de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, dirigé par Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou, a organisé un atelier de formation juridique sur la lutte contre la piraterie et autres crimes maritimes, du 23 au 26 novembre 2021 à Pointe-Noire. Une manière de renforcer les capacités de l'ensemble des acteurs sur la nature et la dynamique des crimes maritimes, les instruments pertinents pour les punir conformément au protocole de Kinshasa de 2009. En outre, l'exercice de collecte des preuves en mer suivi d'un procès fictif du 6 au 9 décembre de l'année écoulée a contribué à la consolidation du Passmar.

Lors de la 20e session de la conférence des chefs d'Etat, tenue en janvier dernier à Kintélé, les participants se sont satisfaits, entre autres, de l'adoption des décisions en matière de sûreté et de sécurité maritimes ainsi que les engagements des Etats en la matière au bénéfice de la sous-région. Les appels à la mise en place de la contribution communautaire à l'intégration ont été réitérés.

Rominique Makaya

TENNIS

TCB organise un tournoi international à Brazzaville

Plusieurs tennismen et tennismen, issus de divers pays, s'affrontent du 4 au 12 février, dans le cadre d'un tournoi international amical organisé par le Tennis Club de Brazzaville (TCB).



Une rencontre de tennis lors de la première journée du tournoi Adiac

La particularité de la compétition est le fait qu'elle est organisée par un groupe des passionnés du sport, en général, et du tennis, en particulier. Cette première édition ouverte à tous réunit des férus et amateurs de ce sport sur les terrains de la forêt de la Patte d'Oie, à proximité du Stade Alphonse-Massambat-Débat.

Ce tournoi inédit apporte une valeur ajoutée à ce sport qui n'est pas trop connu du grand public, invité à le découvrir et l'apprécier. Les joueurs et joueuses viennent du Congo, de l'Indonésie, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Mali, de la France, de la Belgique, de la Suisse, du Portugal, des États-Unis, Japon, Canada, ainsi que le Liban. Selon Paul Aurelien Madzou, l'un des organisateurs, ce tournoi est une manière de rapprocher le peuple et de promouvoir le tennis. « Nous sommes ici entre amateurs et l'objectif consiste à s'amuser, se découvrir et

apprécier les efforts des uns et des autres. C'est, en effet, le TCB qui a pensé réunir les amoureux du tennis et le grand public. Nous n'avons aucun autre objectif derrière », a-t-il indiqué.

Sponsorisé par Yao-Corp et Vival, cet Open de tennis se joue en versions masculine et féminine. Il permettra aux finalistes de recevoir, selon leur catégorie, un prize money couronnant leur accession au stade ultime du tournoi. Les têtes d'affiche seront classées et primées.

Ce tournoi revêt aussi un caractère social, puisque les ramasseurs de balle viennent des orphelinats. Une manière, selon les organisateurs, de permettre à ces enfants de découvrir le tennis et côtoyer d'autres environnements. Pour agrémenter cette compétition, une animation musicale est programmée.

Rude Ngoma

APPEL À PROJETS

Un cadre de collaboration pour artistes et directeurs de scène pluridisciplinaire

Afin de permettre à un compositeur et un directeur de scène pluridisciplinaire ou scène de création non réservée uniquement à la musique de travailler en synergie, le ministère de la Culture et la Sacem ont mis en place un dispositif pour les soutenir.

Le dispositif consiste à proposer un cadre de collaboration partagée entre un directeur de scène pluridisciplinaire ou scène de création non dédiée exclusivement à la musique et un compositeur, pour contribuer à l'enrichissement de leurs activités artistiques et culturelles respectives. Ce dispositif vise à renforcer la présence durable d'artistes et de créateurs au sein des établissements culturels.

Celui-ci facilite l'accès des compositeurs aux outils et aux moyens de production et de diffusion. Il permet également de donner une place structurante de la musique à moyen et long terme, non seulement pour la diffusion mais également la production et les actions d'éducation artistiques et culturelles. Enfin, ce dispositif favorise aussi, par la présence et la médiation d'un créateur, la rencontre entre les artistes, les œuvres et le public.

Le compositeur ou la compositrice et le directeur ou la directrice de la scène concernée définissent en commun le projet artistique et culturel, les contenus, ainsi que les moyens humains, techniques et financiers nécessaires, en partenariat avec des interprètes et compagnies constituées. Le projet de collaboration dure deux saisons. Les dossiers doivent être déposés au plus tard le 27 février 2022.

Le dossier de demande d'aide comporte une présentation (CV) et une note d'in-

tention et contextuelle de la scène et de l'artiste associé(e) ; le contenu du projet d'association de l'artiste à la scène ; et enfin le budget spécifique sur deux années ainsi que le budget global de la scène. Un dossier type est disponible sur demande auprès de la Drac ou sur le site du ministère de la Culture.

Le dossier est déposé auprès du conseiller ou de la conseillère musique de la Drac concernée, avec copie à la DGCA, à la délégation musique, à la Sacem et à la direction de l'action culturelle.

L'artiste associé et le directeur du lieu sont invités à présenter leur demande devant un comité consultatif, composé de représentants de la Sacem, des Drac, de la DGCA ainsi que de personnalités qualifiées.

Les dossiers d'inscription doivent être déposés au plus tard le 27 février 2022 par courrier à l'attention du conseiller pour la musique de la Drac concernée, avec copie à la DGCA, à la délégation musique (Françoise Dastrevigne : Françoise.dastrevigne@culture.gouv.fr) et à la Sacem/direction de l'action culturelle (Bineta John : bineta.john@sacem.fr).

En amont du dépôt de la demande, le responsable du lieu et le compositeur ou la compositrice doivent prendre l'attache du conseiller ou de la conseillère.

Rosalie Bindika